

Meeting

Montreuil - 29 janvier 2014

Intervention de Thierry LEPAON

Mesdames, Messieurs, Chers Amis, Chers Camarades,

J'aimerais d'abord dire que notre rassemblement, ce soir, est déjà en soi une réponse aux tentatives de division des salariés et des citoyens que portent les idées d'extrême droite.

Pendant toute cette journée, plus de 600 salariés, étudiants, lycéens ont participé à des ateliers. Ils y ont échangé des expériences, des analyses, construit des propositions pour démasquer les discours racistes et xénophobes et mettre à nu l'imposture des pratiques et des idées de l'extrême droite.

Depuis toujours, le syndicalisme s'est opposé à l'extrême droite, mais se rassembler, porter ensemble un discours commun, construire des initiatives communes dans les entreprises, les administrations ou les établissements scolaires donne un sens nouveau à l'engagement de chacune et chacun d'entre nous.

C'est un signe fort adressé aux salariés, aux jeunes, aux étudiants, aux lycéens.

Je m'en réjouis et je voudrais remercier Bernadette Groison et la FSU d'avoir pris l'initiative de ce programme de travail, commun à l'ensemble des organisations syndicales.

Cette volonté commune est destinée à s'élargir de façon concrète avec d'autres organisations syndicales, elles aussi engagées dans un travail contre l'extrême droite.

L'appel solidaire de six organisations syndicales de salariés à participer à la manifestation contre le racisme le 30 novembre dernier est un premier événement important.

Le syndicalisme français agit unitairement en faveur d'un plan de relance européen basé sur l'investissement industriel et la création d'emplois de qualité.

Cet engagement est de nature à promouvoir des perspectives de progrès, basées sur l'action solidaire des travailleurs en Europe.

Il va se concrétiser par la journée d'action du 4 avril prochain, à l'appel de la CES.

Cette perspective est porteuse d'espoir.

L'objectif est de renvoyer dans un espace marginal la place occupée aujourd'hui par les idées d'extrême droite, que la droite dite classique n'hésite pas à emprunter dans des visées électoralistes.

Faisons la clarté sur les fondements de cette idéologie et sur les dangers pour les salariés des mesures économiques et sociales qu'elle sous-tend.

Les idées d'extrême droite ont une constante à travers l'histoire.

Elles véhiculent une conception de la société basée sur l'autoritarisme et la limitation de la démocratie, le libéralisme économique associé à un protectionnisme nationaliste, le racisme et la xénophobie.

C'est sur ces bases fondatrices que s'appuie aujourd'hui le Front national qui adapte son discours en utilisant les peurs et les fragilités sociales engendrées par la crise.

Un des principaux dangers réside d'ailleurs dans la stratégie qui est la sienne de se réclamer du peuple en reprenant à son compte, à travers un discours simpliste, l'expression des difficultés rencontrées par le plus grand nombre.

Le Front national profite de l'absence de décisions politiques propres à ouvrir des perspectives de progrès social pour sortir de la crise et il cherche à se présenter comme le rassemblement des mécontents.

Il tente de crédibiliser un discours en apparence social en essayant de manipuler le syndicalisme.

Faute d'avoir pu créer ses propres structures syndicales, le Front national cherche à attirer des syndicalistes dans ses rangs.

Pour la CGT, il est hors de question qu'au nom de la liberté d'opinion, celle-ci puisse être représentée par des militants se revendiquant du

Front national ou faisant ouvertement campagne pour la « préférence nationale ».

Cette conception n'est pas une opinion, c'est un délit : la xénophobie.

Nous le savons, la grande majorité des électeurs utilisent le vote Front national pour lancer un message de désespoir et de lassitude.

Dans les nouveaux habits de Marine Le Pen, ce parti les entraîne vers des solutions délétères pour la société, et particulièrement dangereuses pour les salariés.

Toutes mènent à l'exclusion, au rejet de l'autre, à la peur de l'étranger, à la division, à la poursuite de l'exploitation capitaliste en ciblant les plus fragiles.

La manifestation intitulée « anti-Hollande » dimanche dernier donne un aperçu de ce que les idées véhiculées par ce parti peuvent produire.

Un cocktail de participants des bonnets rouges, des anti-mariages pour tous, des antisémites, des islamophobes, des groupuscules divers s'accordant sur un slogan commun : la France aux français.

L'imposture économique du Front national part de l'analyse selon laquelle les difficultés de la France seraient dues à deux facteurs, l'euro et les étrangers, d'où les mesures principales qu'il préconise : la sortie de l'euro suivie d'une dévaluation de la monnaie, un protectionnisme accru par l'intervention d'un Etat gendarme et la préférence nationale.

Toutes mesures qui esquivent les vraies causes de nos difficultés à savoir la dévalorisation du travail au profit des détenteurs de capitaux.

Toutes mesures qui vont dans le sens d'une France où les capitaux français auraient davantage de liberté pour exploiter les travailleurs français.

En se parant des vertus de la laïcité, valeur universelle de respect de l'autre, l'extrême droite stigmatise l'islam, aujourd'hui censé être à l'origine de tous les maux de la société, comme elle stigmatisait les juifs aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles.

Cela conduit au communautarisme et à la division des salariés, quand leurs intérêts communs devraient les rapprocher.

Nous savons que les sentiments de peur de l'autre, de repli nationaliste, de défiance à l'égard de la démocratie progressent dans l'opinion des français et des salariés.

Ne stigmatisons pas les salariés tentés par les idées portées par le Front national, mais n'esquivons pas le débat.

Le syndicalisme ne peut pas rester spectateur de ce qui se joue au niveau politique et qui concerne la vie et l'avenir des salariés, y compris dans la perspective des échéances politiques.

La CGT porte des valeurs universelles de solidarité, de fraternité, d'égalité entre les salariés quels que soient leur statut, leur origine, leur nationalité, leurs opinions philosophiques ou religieuses.

La CGT se réclame d'un internationalisme des travailleurs dans un rapport de classe.

C'est le sens de notre engagement total en faveur de la régularisation de nos camarades de travail sans papiers ou en faveur de l'application de la totalité du droit du travail dans le pays d'accueil des travailleurs détachés en Europe.

C'est le sens de notre engagement internationaliste aux côtés des syndicalistes de tous les pays dans des mobilisations contre les politiques de rigueur et d'austérité, de notre lutte inlassable pour la démocratie et la liberté partout dans le monde.

C'est le sens de notre participation aux initiatives européennes coordonnées par la CES, ou de notre engagement dans la CSI.

Les valeurs qui sont les nôtres et l'expression du mouvement social sont la cible du Front national.

C'est d'ailleurs la raison de la virulence et de la violence des propos des dirigeants du Front national à l'égard de la CGT, de ses militants et du syndicalisme en général.

La dévalorisation du travail, la précarité, les bas salaires, le chômage sont le terreau dans lequel s'enracinent les idées d'extrême droite.

Les difficultés vécues par les salariés et le creusement des inégalités ne sont pas sans effet sur l'état d'esprit des salariés.

Les discours sécuritaires et xénophobes de l'équipe Sarkozy ont aussi laissé des traces profondes.

Les baromètres qui viennent d'être rendus publics dernièrement ne peuvent nous laisser indifférents.

67% des personnes interrogées pensent qu'il y a trop d'immigrés en France alors qu'elles étaient seulement 49% à le penser en 2009.

59% d'entre elles estiment que l'Etat doit faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté et 38% pensent au contraire que l'Etat doit les contrôler et les réglementer plus étroitement.

Ces proportions étaient inverses en 2009.

Mais que 76% des personnes interrogées considèrent que les gens peuvent changer la société par leur choix et leurs actions, cela ouvre aussi beaucoup de perspectives et de responsabilité à notre syndicalisme.

C'est un point d'appui pour faire de la journée d'action du 6 février prochain un rendez-vous de mobilisation des salariés en faveur de l'emploi, des salaires, des conditions de travail et de la protection sociale.

Enrayer la désespérance, permettre que les femmes et les hommes de notre pays puissent maîtriser leur vie, nécessite de faire la clarté sur les responsabilités du capitalisme dans la situation de crise que nous vivons.

La campagne que vient de rendre publique la CGT sur le coût du capital et qui encourage le débat, la confrontation des points de vue et l'enrichissement mutuel contribue à faire reculer les fausses solutions portées par le Front national.

Les salariés ont besoin d'un vrai travail, ils ont besoin de faire un travail utile, d'être reconnus dans leur travail, de maîtriser leur vie.

Ils ont besoin d'avancées concrètes et de conquêtes sociales.

C'est l'objectif de notre syndicalisme qui, plus que jamais, se doit d'être utile pour les salariés, accessible et solidaire.

En faire un espace de parole, de liberté et de démocratie dans l'entreprise ou l'administration, c'est donner les moyens d'intervention aux salariés pour qu'ils prennent leurs affaires en main, tous ensemble, pour qu'ils élaborent des réponses revendicatives et d'action qui partent de leurs attentes et de leurs préoccupations.

Aussi, tous ensemble, nous proposons le lancement d'une campagne du syndicalisme pour aller à la rencontre des salariés, des retraités, des privés d'emplois, des étudiants, des lycéens.

Faire connaître les propositions syndicales, dans leur diversité, les confronter, pour rassembler les salariés et les jeunes, pour transformer les situations de travail et de vie, pour agir, c'est possible. Alors décidons-le ensemble !